



GHT SOMME LITTORAL SUD

Service Juridique des Contrats

APPEL D'OFFRES OUVERT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**CONSTRUCTION D'UN BATIMENT
D'HÉBERGEMENT ET RÉHABILITATION
PARTIELLE DU CENTRE HOSPITALIER D'HESDIN
(62)
DEUXIÈME RELANCE DU LOT N°15 SIGNALÉTIQUE**

SOMMAIRE

Préambule	4
1 – 1. Généralités du GHT Somme Littoral Sud	4
1 – 2. Compétences de l'établissement support et des établissements partie	5
Article 1 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES	5
1.1. Objet du marché	5
1.2. Parties contractantes	6
1.3. Les intervenants.....	6
1.3.1. Maître d'Ouvrage	6
1.3.2. Maîtrise d'Œuvre	6
1.3.3. Contrôle Technique	7
1.3.4. Coordination Sécurité et Protection de la Santé	7
1.4. Pièces constitutives du marché.....	7
1.5. Tranches et lots	8
Seul le lot n°15, faisant l'objet d'une deuxième relance, est concerné par la présente procédure d'appel d'offres ouvert.	9
1.6. Prestations similaires et complémentaires	9
Article 2 – PRIX DE REGLEMENT	9
2.1. Prix du marché.....	9
2.1.1. Forme et contenu des prix	9
2.1.2. Variation du ou des prix	9
2.1.3. TVA	10
2.1.4. Dépassement du montant initial des travaux	10
2.2. Modalités de règlement	10
2.2.1. Retenue de garantie	10
2.2.2. Avances et acomptes	11
2.2.3. Présentation des demandes de paiement.....	11
2.2.4. Modalités de paiement	13
Article 3 – DURÉE DÉLAIS PÉNALITÉS.....	14
3.1. Durée et modalités de reconduction du (des) marché(s)	14
3.2. Début d'exécution, délai, prolongation	14
3.2.1. Début d'exécution	14
3.2.2. Délai d'exécution	14
3.2.3. Prolongation du délai d'exécution	14
3.3. Pénalités.....	15
3.3.1. Pénalité(s) pour retard dans l'exécution des travaux	15
3.3.2. Pénalité(s) pour retard dans les levées des réserves assorties à réception	15
3.3.3. Pénalité(s) pour retard dans la remise des documents après exécution	16
3.3.4. Autres Pénalité(s).....	16
3.3.5. Cumul des pénalité(s).....	18
Article 4 – EXÉCUTION	18
4.1. Santé et sécurité des travailleurs	18
4.2. Période de préparation	18
4.3. Implantation des ouvrages et piquetage	18
4.4. Plans d'exécution. Notes de calcul. Etudes de détail.....	18
4.5. Organisation hygiène et sécurité du chantier.....	19
4.6. Matériels, matériaux et produits	19
4.6.1. Fournis par le Maître d'ouvrage	19

4.6.2. Fournis par le titulaire	19
4.7. Organisation du chantier.....	19
4.8. Contrôles et vérifications.....	20
4.9. Documents à fournir après exécution / BIM et maquette numérique.....	20
Article 5 – RÉCEPTION DES TRAVAUX	20
Article 6 – DÉLAIS DE GARANTIE ET GARANTIES PARTICULIÈRES.....	21
Article 7 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE DU MARCHÉ	22
7.1. Assurances	22
7.2. Attestations prévues par le code de la commande publique	22
7.3. Obligation de confidentialité	22
7.4. Obligation du titulaire d'informer le pouvoir adjudicateur de tout changement de situation	22
7.5. Sous-traitance.....	22
7.6. Autres obligations administratives.....	23
Article 8 – RÉSILIATION	23
8.1. Résiliation aux frais et risques du titulaire	23
8.2. Autres cas de résiliation aux torts du titulaire	23
8.3. Autres cas de résiliation	24
Article 9 – RÈGLEMENT DES LITIGES	24
Article 10 – DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-TRAVAUX.....	24

Préambule

Convention constitutive approuvée par arrêté ARS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-7 du code de la santé publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire codifié aux articles R. 6132-1 et s. du code de la santé publique,

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 2011 relatif au plan stratégique régional de santé de la région Nord-Pas de Calais

Vu l'arrêté en date du 28 décembre 2012 portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Picardie,

Vu les travaux préparatoires du plan stratégique régional de santé de la région Hauts de France en cours d'élaboration pour la période 2018-2022,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2017-10 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 13 février 2017 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud, (avenant 1)

Considérant l'avenant n°2 à la convention constitutive du GHT signé entre les 10 établissements le 29 juin 2017, et adressé à l'ARS le 29 juin 2017 pour approbation.

1 - 1. Généralités du GHT Somme Littoral Sud

Le GHT Somme Littoral Sud a été constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud.

Ces deux arrêtés ont régulièrement été publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Haut de France.

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU Amiens Picardie a été désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements parties du groupement hospitalier de

territoire Somme Littoral Sud.

A ce titre, le CHU Amiens Picardie est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT Somme Littoral Sud.

Conformément à la convention constitutive du GHT, le nombre de membres du GHT pourra évoluer dans le temps.

1 - 2. Compétences de l'établissement support et des établissements partie

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132-1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (CSP)) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, le CHU Amiens Picardie, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements partie au groupement.

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.

Les établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT. La phase d'exécution du marché (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.

Article 1 - CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

1.1. Objet du marché

Le marché décrit dans le présent cahier des clauses administratives particulières est un marché de travaux soumis aux dispositions du cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Il concerne les travaux de signalétique dans le cadre de l'opération de réhabilitation partielle du centre hospitalier d'Hesdin et de la construction d'un bâtiment d'hébergement accolé à ce bâtiment.

Il s'agit plus particulièrement de la relance du lot n°15 « signalétique » précédemment conclu. En effet, le marché ayant dû être interrompu avec le titulaire, il convient de relancer une nouvelle procédure pour achever les travaux.

Il s'agit d'une relance qui intervient après la déclaration d'infructuosité de la consultation n°24TE0210, pour absence d'offre conforme, par décision en date du 21/02/2025 et après avis de résultat de marché n°25-20962 publié au BOAMP le 24/02/2025 et n°125369-2025 publié au JOUE le 25/02/2025.

Le descriptif de la prestation restante à réaliser figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses annexes.

1.2. Parties contractantes

Le marché est passé par le Centre Hospitalier Universitaire d'Amiens, en tant qu'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud pour le compte du CH Hesdin.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur est Monsieur le Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire d'Amiens.

Le titulaire du marché sera l'entreprise désignée par la personne représentant le Pouvoir Adjudicateur, après transmission dans les délais, des attestations fiscales et sociales.

1.3. Les intervenants

1.3.1. Maître d'Ouvrage

Le maître de l'ouvrage est le :

CENTRE HOSPITALIER D'HESDIN
 ☒ 3 rue Prévost BP 89 - 62140 HESDIN

1.3.2. Maîtrise d'Œuvre

La maîtrise d'œuvre est confiée à une équipe composée de :

VILLESANGE MASSON ARCHITECTURES, Architecte Mandataire
 ☒ 7, rue du Change - BP 177 - 62170 MONTREUIL SUR MER
 ☎ 03 21 06 19 25
agence.montreuil@vm-architecture.fr

BET INGENIERIE, BERIM
 ☒ 297, boulevard de Liège - CS 70103 - 59502 DOUAI
 ☎ 03 27 08 16 25
l.leal@berim.fr

Prévention SSI, BERIM
 ☎ 01 48 95 12 11
g.dawidowicz@berim.fr

Coordination SSI : CONCEPTLEC PLUS Phe
 ☒ 2, rue du capitaine Nemo - Zac Pôle Jules Verne - 80440 BOVES
 ☎ 03 22 22 04 25
contact@conceptlecplus-phe.fr

ECONOMIE, LUCIGNY TALHOUET et ASSOCIES
 ☒ 6, rue St Claude - 75003 PARIS
 ☎ 01 44 54 84 84
lta@ltaeco.com

BET HQE, AGI2D
 ☒ 149, avenue Jean Jolive - 93695 PANTIN cedex
 ☎ 03 66 36 90 35
contact@agi2d.fr

DEBARRE DUPLANTIERS ASSOCIES, Paysagiste



☒ 1. RTue Louis Lagorgette et angle rue Camille Pelletan - 33150 CENON
 ☎ 05 56 32 41 70
info@debarreduplantiers.com

ACOUSTIQUE VIVIE & ASSOCIES
 ☒ 15, rue Fondary - 75015 PARIS
 ☎ 01 45 58 30 13
julien.sullerot@acoustique-vivie.fr

OPC - CODESS 2.0
 ☒ 37 ZAL Les Pichottes - 62142 ALINCTHUN
 ☎ 03.61.31.14.70
mvitry@codess-online.fr

BIM MANAGER : Z STUDIO Architecture
 ☒ 5, rue de Savoie - 75006 PARIS
 ☎ 01 79 97 76 00
contact@zstudio.fr

1.3.3. Contrôle Technique

La société missionnée pour le contrôle technique est :

SOCOTEC – Pole de construction littoral Nord
 ☒ Résidence Le Clos du Mont Lambert – 188, route de Desvres - 62280 SAINT MARTIN BOULOGNE
 ☎ 03 21 30 49 98
thierry.tiran@socotec.com

1.3.4. Coordination Sécurité et Protection de la Santé

La société chargée de cette mission est :

ACI
 ☒ 5 rue Amédée Levasseur – 60220 BOUTAVENT
 ☎ 03 64 19 80 29
contact@aci-bet.com

1.4. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché, par **dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.** Travaux par ordre d'importance décroissante, sont les suivantes :

Les pièces particulières contractuelles :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe : l'engagement de l'entreprise sur la clause d'insertion,
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières du lot n°15 (C.C.T.P.),
- Les plans
- Le mémoire technique présenté par l'entreprise lors de la remise de l'offre ; ce mémoire décrit l'organisation du candidat, et les moyens mis en œuvre pour la bonne exécution du chantier ;

- Le Plan Général de Coordination (PGC),
- Le rapport du Bureau de Contrôle,
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)

Les pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois M0.

- Le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux,
- Le Cahier des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.),

1.5. Tranches et lots

Les travaux ne font pas l'objet d'un découpage en tranches.

Les travaux sont répartis par lots définis comme suit :

01*	MACRO LOT 1
	<ul style="list-style-type: none"> • 1.1 : Demolition • 1.2 : Désamiantage • 1.3 : Gros œuvre • 1.4 : Charpente bois
02*	LOT 2 : Couverture / Bardage
03*	LOT 3 : Etanchéité
04*	LOT 4 : Peinture
05*	LOT 5 : Revêtement de façade (enduit sur isolant)
06*	LOT 6 : Revêtements de sol souples
07*	LOT 7 : Revêtements de sol durs
08*	LOT 8 : Menuiseries extérieures (pvc et aluminium)
09*	LOT 9 : Fluides médicaux
10*	LOT 10 : Métallerie
11*	LOT 11 : VRD / Terrassements
12*	LOT 12 : Cloisons / Doublages
13*	LOT 13 : Plafonds suspendus
14	LOT 14 : Nettoyage fin de chantier
15	LOT 15 : Signalétique
16*	LOT 16 : Menuiseries intérieures / Equipements mobiliers
17*	MACRO LOT 17
	<ul style="list-style-type: none"> • 17.1 : Plomberie / Paillasse humides • 17.2 : C.V.C.D.
18*	LOT 18 : Electricité - Courants forts - Courants faibles - Désenfumage
19	LOT 19 : Espaces verts
20*	LOT 20 : Appareils élévateurs
21*	LOT 21 : Rails lève personne
22*	LOT 22 : Revêtement de sols souples (relance du lot N°6)

23*	LOT 23 : Revêtement de sols souples (relance du lot N°6)
	*Démarche BIM intégrée

Seul le lot n°15, faisant l'objet d'une deuxième relance, est concerné par la présente procédure d'appel d'offres ouvert.

1.6. Prestations similaires et complémentaires

Le pouvoir adjudicateur pourra, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, conclure un marché négocié avec le titulaire du présent marché, si des prestations similaires ou complémentaires s'avéraient nécessaires.

Article 2 – PRIX DE REGLEMENT

2.1. Prix du marché

2.1.1. Forme et contenu des prix

Les prestations seront réglées suivant la forme d'un prix global et forfaitaire.

Le prix global forfaitaire est détaillé dans le cadre de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le contenu du prix global et forfaitaire est décrit à l'article 9 du C.C.A.G.-Travaux.

REGLEMENT DES TRAVAUX MODIFICATIFS

Les modifications que le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter au cours de l'exécution des travaux dans les limites fixées par le C.C.A.G. Travaux sont réglées au moyen des prix figurant dans la DPGF.

ACOMPTE SUR APPROVISIONNEMENTS

Il n'est pas prévu d'acompte sur les approvisionnements

2.1.2. Variation du ou des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de dépôt des offres. Ce mois est appelé mois zéro noté "Mo", qui constitue la date d'établissement des prix initiaux.

Les variations de prix figurant s'appliquent comme suit : cf. tableau ci-dessous

Les index applicables sont les suivants : cf. tableau ci-dessous

Le fait de présenter une offre de prix emporte acceptation de la formule de révision des prix, considérée comme un des éléments déterminants du marché et ne pouvant être remis en cause ultérieurement.

Révision

La révision s'applique entre la date d'établissement des prix et les dates successives de règlement des situations à l'aide de la formule suivante :

$$P = K \times P_0 \text{ avec } K = 0,15 + \left(0,85 \times \frac{BT_m}{BT_{m0}}\right)$$

N° du lot	Désignation des lots	Composition des index
Lot 15	LOT 15 : Signalétique	BT18a

P = Prix révisé HT du montant des travaux exécutés dans le mois considéré

P₀ = Montant initial HT des travaux exécutés dans le mois

K = Coefficient de révision du prix

BT_m = Valeur de l'index BT du mois d'exécution des travaux

BT_{m0} = Valeur de l'index BT du mois d'établissement du prix

Pour la mise en œuvre de la clause de révision de prix, la valeur finale de l'index de référence est appréciée au plus tard à la date d'achèvement contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune nouvelle actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Par dérogation aux articles 12.4.2 et 12.4.4 du C.C.A.G., si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs des index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire la révision de prix afférente dans les 30 jours qui suivent leur publication. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement des sommes restant dues après révision définitive des prix.

2.1.3. TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

2.1.4. Dépassement du montant initial des travaux

En pareil cas, il sera fait application des articles 13 et 14 du C.C.A.G.-Travaux.

2.2. Modalités de règlement

2.2.1. Retenue de garantie

Une retenue de 5 % sera appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande conformément aux articles R.2191-36 et R.2191-38 du code de la commande publique. Aucune caution personnelle et solidaire ne sera acceptée.

La libération de la retenue de garantie ou de la garantie à première demande, interviendra dans le mois suivant l'expiration du délai de garantie ; (article R.2191-42 du code de la commande publique)

En cas d'avenant, la garantie à première demande doit être constituée dans les mêmes conditions.

2.2.2. Avances et acomptes

AVANCES

Une avance est accordée au titulaire d'un marché d'un montant supérieur à 50 000 € HT, dont le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, et dans la mesure où le titulaire n'en a pas décliné le bénéfice dans l'acte d'engagement. Cette avance n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance et qui sera exécutée dans une période de 12 mois si la durée du marché est supérieure à 12 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial TTC du marché, et n'est affecté d'aucune variation de prix. Cette avance est calculée dans les conditions décrites à l'article R.2191-7 du code de la commande publique.

Le versement de l'avance intervient dans le délai global de paiement autorisé par le code de la commande publique, à compter de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution, sous réserve de la demande par courrier avec accusé de réception par le titulaire.

En application des dispositions de l'article R.2191-7 du code de la commande publique, il sera demandé la constitution d'une garantie à première demande pour le paiement de l'avance. Le mandatement de l'avance ne pourra être fait qu'après constitution de cette garantie.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations, régie exclue, atteint ou dépasse soixante-cinq pour cent (65%) du montant initial du marché ou de la tranche considérée ; Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché (cf. article R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique).

Les sous-traitants bénéficieront du même taux d'avance, du même seuil et conditions de déclenchement que décrits ci - dessus.

ACOMPTES

Un acompte mensuel sera versé à l'entreprise, à hauteur des prestations effectuées.

2.2.3. Présentation des demandes de paiement

ETABLISSEMENT DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiements sont établies mensuellement par le titulaire et transmises de façon dématérialisée via le portail CHORUS PRO au maître d'œuvre pour visa.

ADRESSE DE FACTURATION :

Les travaux feront l'objet, par le titulaire, de décomptes mensuels pendant la période d'exécution et d'un décompte final établi, après la réception des travaux et la levée des éventuelles réserves.

Le titulaire devra impérativement transmettre au format dématérialisé sa demande de paiement, décompte mensuel ou décompte final sur le portail CHORUS PRO ; (le décompte final est transmis à l'issue de la réception des travaux après levée des éventuelles réserves),

Pour toute demande relative à un paiement, les renseignements peuvent être obtenus auprès de :

Madame Sophie JOLY
Courriel(s) : sjoly@ch-montreuil.fr
Tél : 03 21 89 69 59

SIRET de l'établissement : 26620938600017

PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que la demande de paiement devra impérativement faire apparaître sur sa page de garde :

- Le nom et la raison sociale du créancier ;
- Le numéro du marché ;
- La référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers le cas échéant ;
- Le cas échéant le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le décompte des sommes dues selon la présentation ci-après

<i>Colonne 1</i>	<i>Colonne 2</i>	<i>Colonne 3</i>	<i>Colonne 4</i> <i>(col.2 x col.3)</i>	<i>Colonne 5</i>	<i>Colonne 6</i> <i>(col.4 - col.5)</i>
Postes de la DPGF (n° et intitulé)	Montant des postes de la DPGF en Euros HT (100%)	Avancement cumulé en % (mois m)	Avancement cumulé en Euros HT (mois m)	Avancement cumulé précédent Euros HT (mois m-1)	Avancement du mois Euros HT
.....	..... E	.....%	..... E	..... E	..... E
.....	..... E	.....%	..... E	..... E	..... E
TOTAL	..... E	.....%	..... E	..... E	..... E

PRESENTATION DES DECOMPTES

DECOMPTES MENSUELS

Les décomptes mensuels sont :

- Cumulatifs depuis le début de l'exécution du marché ;
- Exprimés en valeur Mo HT du marché ; les calculs de variation des prix, provisoire et/ou définitive, sont effectués par la maîtrise d'œuvre, qui expose par ailleurs :
 - La date d'exécution des prestations et leur état d'avancement,
 - Le montant cumulé hors T.V.A.,
 - Le taux et le montant de la T.V.A., au(x) taux applicable(s) à la date de réalisation des prestations ; et le numéro de la TVA intracommunautaire le cas échéant ;
 - Le montant T.V.A. incluse en résultant ;

Règlement des sous-traitants : pour chaque sous-traitant concerné par le décompte, le titulaire du présent marché devra joindre au projet de décompte mensuel, une attestation pour paiement direct indiquant la somme devant être réglée à ce sous-traitant par le Maître d'Ouvrage, lorsque le montant de travaux sous-traité est **supérieur à 600 € TTC**.

Le titulaire joindra une attestation originale spécifique par sous-traitant.

DECOMPTES FINAL / DECOMPTES GENERAL

Projet de décompte final

Le projet de décompte final, établi par le titulaire, comprend :

1) Un état récapitulatif dûment complété :

- du montant détaillé des prestations cumulées réalisées, exprimé hors T.V.A., en valeur Mo du marché, intégrant les éventuels travaux modificatifs ;
- du montant de la T.V.A. calculé sur le montant ci-dessus, étant précisé que le taux de T.V.A. sera celui applicable à la date de réalisation des prestations correspondantes ;
- du montant TVA comprise ; ce montant est réputé être le projet de décompte final du présent marché de travaux. Ce montant est diminué des pénalités éventuelles.

2) L'ensemble des documents justificatifs du montant annoncé.

Par dérogation à l'article 12.4.2 du C.C.A.G., si au jour de la réception du projet de décompte final chez le Maître d'œuvre l'indice de révision définitive du dernier mois d'exécution des travaux n'est pas connu, le délai de traitement du décompte courra à compter de la date de parution dudit indice sans lequel le solde ne peut intervenir.

Décompte général

Le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final présenté par le titulaire et l'arrête (en tenant compte des éventuelles pénalités et/ou réfaction de prix), et le soumet à la signature du maître d'ouvrage, après laquelle le projet de décompte général devient décompte général du marché, dans les conditions fixées à l'article 12.4.2 du C.C.A.G. Travaux.

- La date de réception marque le point de départ du délai d'examen imparti au titulaire selon l'article 12.4.4 du C.C.A.G. Travaux
- Le titulaire a l'obligation de revêtir de sa signature l'exemplaire original du décompte général, avant l'expiration du délai de l'article 12.4.4 du C.C.A.G. Travaux.
- La date de remise du décompte général et définitif dûment signé par le titulaire au représentant du Maître d'ouvrage marque le point de départ du délai fixé à l'article 12.4.4 du C.C.A.G. travaux pour le paiement du solde.

2.2.4. Modalités de paiement

La date de dépôt sur CHORUS PRO de la situation de travaux au maître d'œuvre constituera le point de départ du délai de paiement, par le Pouvoir Adjudicateur, des sommes dues à l'entrepreneur.

Le délai global de paiement est de 50 jours à compter de la date de réception de la facture.

Ce délai de paiement intègre le délai d'intervention du maître d'ouvrage, y compris le délai nécessaire au maître d'œuvre, ainsi que le délai d'intervention du comptable.

Le titulaire du marché joint à sa demande de paiement la copie des demandes de paiement présentées par ses sous-traitants et acceptées par lui.

En cas de dépassement du délai global de paiement, des intérêts moratoires calculés sur la base du taux d'intérêt légal majoré de huit points seront appliqués ; (décret N° 2013-269 du 29 mars 2013 modifié)

Le règlement des sommes dues sera effectué par virement administratif.

Répartition des paiements :

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire, mandataire ou cotraitant.

Article 3 – DURÉE DÉLAIS PÉNALITÉS

3.1. Durée et modalités de reconduction du (des) marché(s)

La durée du marché, indiquée à l'acte d'engagement, court à compter de la date de commencement des prestations prévue par l'ordre de service.

Le marché est conclu pour une durée allant de la réception de la notification de l'ordre de service par le titulaire jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (GPA) des travaux.

La durée prévisionnelle des travaux jusqu'à la réception de l'ouvrage est de 35 jours dont 10 jours de préparation (par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux) selon le planning joint au DCE.

3.2. Début d'exécution, délai, prolongation

3.2.1. Début d'exécution

Le marché débute à la réception de la notification de l'ordre de service.

3.2.2. Délai d'exécution

Les travaux doivent être exécutés dans un délai global de 35 jours à compter de la date de l'ordre de service.

Le délai global d'exécution comprend :

- une prévision de 15 jours calendaires d'intempéries
- la période de préparation de chantier de 10 jours
- la période de réalisation des travaux de 20 jours (y compris la période de préparation de chantier)
- la réception et la levée des réserves incluses dans la période de réalisation des travaux.

Les délais d'exécution précisés tiennent compte des difficultés liées aux contraintes du site.

Le délai d'exécution des travaux supplémentaires est compris dans le délai global d'exécution des études et des travaux sauf disposition contraire de l'ordre de service ou, le cas échéant, de l'avenant.

A défaut du respect des délais, des pénalités sont prévues.

3.2.3. Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 du C.C.A.G. travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 15 jours calendaires.

Dans le cas d'intempéries, le délai contractuel du marché sera prolongé sous réserve du dépassement des 15 jours calendaires d'intempéries compris dans le délai d'exécution d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel les conditions de gel, de précipitations ou de force et de vitesse du vent dépassent les plafonds retenus par l'organisme public ou parapublic situé le plus près des travaux et habilité à fixer les caractéristiques des jours d'intempéries.

Le titulaire fournit à l'appui de sa demande de délais supplémentaire pour intempéries, la ou les déclarations à sa caisse d'intempéries (CBTP ou autre), ainsi qu'un mémoire justifiant de la gêne apportée au déroulement du chantier par ces intempéries.

Par dérogation à l'article 18.2.3 (avant dernier alinéa) du C.C.A.G. Travaux, les samedis, dimanches,

jours fériés et chômés compris dans la période d'intempéries ne sont pas ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Sont réputés non soumis aux intempéries :

- les travaux exécutés à l'intérieur des bâtiments après réalisation du clos couvert et/ou préchauffage ;
- l'approvisionnement et le transport des matériaux et des personnes.

3.3. Pénalités

Le décompte de l'ensemble des pénalités encourues sera notifié en fin de marché avec le décompte final. Le maître d'ouvrage appliquera, en cours de travaux, des pénalités sur les décomptes provisoires présentés par l'entreprise en cas de retard d'exécution des tâches telles que prévues par le planning de l'OPC.

Les pénalités sont réputées non révisables.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du C.C.A.G. Travaux, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

3.3.1. Pénalité(s) pour retard dans l'exécution des travaux

Tout dépassement des délais contractuels constaté par le Maître d'œuvre entraînera l'application de pénalité de retard. Le titulaire est tenu au paiement de ces pénalités, sauf à pouvoir invoquer une cause légitime de retard qui ne lui soit pas imputable et qui soit acceptée par le pouvoir adjudicateur.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'appliquer des pénalités de retard pour tout dépassement des délais contractuels constaté par le Maître d'œuvre.

La répartition des jours calendaires de retard par entreprise est faite par la maîtrise d'œuvre.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. Travaux, la pénalité par jour calendaire de retard dans l'exécution des travaux est fixée à 1/1000 du montant du marché.

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt l'application de la pénalité journalière provisoire.

Cette pénalité provisoire est transformée en pénalité définitive si l'une de conditions suivantes est constatée :

- L'entrepreneur n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre aux ouvrages de son marché et le délai contractuel de l'opération est dépassé ;
- L'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé l'organisation et la coordination du chantier.

La retenue provisoire ne pourra donc être restituée que lorsque l'entreprise aura signé le décompte général et définitif sans réserve sur ce point.

Les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, dont leur nettoyage. En cas de retards dans ces opérations, et après mise en demeure par ordre de service restée sans effet, il peut y être procédé par le maître d'ouvrage, aux frais de l'entrepreneur, sans préjudice de l'application de la pénalité.

3.3.2. Pénalité(s) pour retard dans les levées des réserves assorties à réception

Si l'entrepreneur n'a pas remédié, dans le délai de 30 jours, aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal des opérations préalables à la réception, des pénalités par jour franc de retard dans les conditions fixées à l'article 3.3.1 du présent C.C.A.P. (1/1000ème par jour de retard), sont appliquées jusqu'à la date de l'achèvement.

3.3.3. Pénalité(s) pour retard dans la remise des documents après exécution

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents (DOE, maquette numérique BIM ...) à fournir par l'entrepreneur suivant l'article 4.9 du présent C.C.A.P., une retenue forfaitaire fixée à 3% du montant forfaitaire hors taxes du marché est opérée jusqu'à la remise de la totalité des documents à fournir après exécution par l'entrepreneur.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur comprennent également ceux demandés par le Coordonnateur SPS du site pour le dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages.

3.3.4. Autres Pénalité(s)

Des pénalités sont automatiquement appliquées par le maître d'œuvre et sous sa responsabilité dans les cas suivants et par dérogation à l'article 19.2 du C.C.A.G. Travaux :

- a) Retard dans l'installation de chantier :
Par jour calendaire : 760 € HT (sept cent soixante euros hors taxes) ;
- b) Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître d'ouvrage, et/ou des emprises de chantier dans le domaine public :
Par jour calendaire : 76 € HT (soixante-seize euros hors taxes) ;
- c) Bruit de chantier au-delà de la limite prescrite :
Par jour calendaire : 76 € HT (soixante-seize euros hors taxes) ;
- d) Dépôts de matériels, matériaux, terres, gravats en dehors des zones prescrites :
Par jour calendaire et infraction constatée : 76 € HT (soixante-seize euros hors taxes) ;
- e) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement, à la coordination des travaux ou à la coordination sécurité/santé (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, éléments nécessaires à l'élaboration du calendrier général détaillé d'exécution et sa mise à jour, etc...) :
Par document et par jour calendaire de retard : 120 € HT (cent vingt euros hors taxes) ;
- f) Retard dans la production de justification et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus :
Par jour calendaire : 76 € HT (soixante-seize euros hors taxes) ;
- g) Retard dans les façons et présentations chantier des prototypes d'éléments de constructions :
Par jour calendaire : 150 € HT (cent cinquante euros hors taxes) ;
- h) Retard dans la présentation du chantier des échantillons de matériaux et matériels de construction :
Par jour calendaire : 76 € HT (soixante-seize euros hors taxes) ;
- i) Retard dans le nettoyage du chantier :
Par jour calendaire : 76 € HT (soixante-seize euros hors taxes) ;
- j) Retard dans l'évacuation des gravas hors chantier :
Par jour calendaire : 76 € HT (soixante-seize euros hors taxes) ;
- k) Absence à une réunion de chantier, synthèse, CISSCT, réunion d'étude et de coordination, visite

de chantier :

Par absence : 76 € HT (soixante-seize euros hors taxes)

Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visite pourra être assimilé à une absence.

- l) Défaut de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier :
Par infraction et par jour calendaire : 150 € HT (cent cinquante euros hors taxes)
- m) Absence de bac décanteur ayant rejet aux égouts publics des dispositifs de nettoyage de décrottage des engins :
Par jour calendaire : 76 € HT (soixante-seize euros hors taxes)
- n) Troubles à la circulation autour du chantier, arrêt ou stationnements interdits **300 € HT par jour calendaire**
- o) Présence de déchets dans une benne non appropriée **300 € HT par jour calendaire**
- p) Dépôt sauvage ou enfouissement de déchets **300 € HT par jour calendaire**
- q) Non-respect des exigences de la charte chantier à faibles nuisances **300 € HT par jour calendaire**
- r) Non-respect des plans de circulation de chantier **150 € HT par jour calendaire**
- s) Absence aux réunions spécifiques HQE et étanchéité à l'air **300 € HT par jour calendaire**
- t) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation du chantier :
Par infraction constatée et par jour calendaire : 150 € HT (cent cinquante euros hors taxes)
- u) Retard dans la fourniture des documents, procès-verbaux, et plans durant l'exécution du chantier, en référence au planning détaillé d'exécution mis au point pendant la période de préparation ;
Par jour calendaire : 150 € HT (cent cinquante euros hors taxes) ; cette pénalité est applicable également pour la non remise des documents au coordonnateur santé sécurité, environnement ainsi qu'au contrôleur technique.
- v) Sous-traitance occulte :
Dans le cas où le maître d'ouvrage, ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au Maître de l'Ouvrage ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché au titre duquel les travaux seraient réalisés subira une **pénalité forfaitaire de 1 500 € HT (mille cinq cent euros hors taxes) pour chaque infraction constatée**, sans que ce montant ne puisse excéder 5% du montant de son marché de travaux ; cette disposition ne fait pas obstacle à la résiliation du marché en cas de répétition des faits.
- w) Déclaration tardive des sous-traitants :
En cas de déclaration tardive d'un sous-traitant, qui serait à l'origine du dépassement du délai prévu au planning de réalisation des travaux, l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une **pénalité de retard qui, par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G.-Travaux, sera affectée d'un coefficient de 1/1000ème au lieu de 1/3000ème**. Sera considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au Maître de l'Ouvrage en deçà des 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant. Le Maître de l'Ouvrage adressera alors au titulaire un courrier en recommandé avec accusé de réception lui notifiant sa décision.
- x) Nettoyage de chantier commun à plusieurs entreprises :
Dans le cas où plusieurs entreprises tenteraient de se soustraire à l'obligation de nettoyage (enlèvement de leurs gravats, déchets, etc...), le Maître d'ouvrage, après constat du Maître

d'œuvre indiqué sur le compte-rendu de chantier suivi d'une mise en demeure et dans le cas où cette mise en demeure ne serait pas suivie d'effet sous 8 jours, fera procéder lui-même par une entreprise spécialisée au nettoyage du chantier aux frais et risques des entreprises responsables.

La pénalité appliquée sera répartie à parts égales entre les entreprises responsables des désordres et correspondra au montant de la rémunération de l'entreprise de nettoyage.

- y) Commande hors marché directement imputable à la faute ou au retard de l'entreprise :
Ladite commande sera imputée sur le DGD de l'entreprise fautive ou retardataire sur proposition écrite dûment justifiée du maître d'œuvre.
Le cas échéant, si la faute ou le retard est imputable à plusieurs entreprises, la répartition de la prise en charge de ladite commande sera proposée par le maître d'œuvre.

- z) Non-exécution des heures d'insertion :
Par heure non réalisée : 60 € HT (soixante euros hors taxes).

3.3.5. Cumul des pénalité(s)

Toutes les pénalités définies ci-dessus sont cumulables.

Article 4 – EXÉCUTION

4.1. Santé et sécurité des travailleurs

CATEGORIE DE L'OPERATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE DES TRAVAILLEURS

Conformément aux obligations créées par la loi n° 931418 du 31 décembre 1993 et les décrets n°941159 du 26 décembre 1994 et n°200368 du 24 janvier 2003, l'opération est classée en catégorie de niveau 1.

4.2. Période de préparation

Délai global de 35 jours dont 10 jours de préparation, hors intempéries complémentaires aux 15 jours calendaires d'intempéries, réputés prévisibles conformément au CCAP.

La désignation des sous-traitants qui participent aux études de synthèse est obligatoire 10 jours après la réception de l'Ordre de service de démarrage dans le cadre de la période de préparation.

Tous les plans, notes de calculs et détails d'exécution et tous les échantillons devront être fournis sous le délai d'un mois.

4.3. Implantation des ouvrages et piquetage

Sans objet.

4.4. Plans d'exécution. Notes de calcul. Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages sont établis par l'entrepreneur titulaire du marché ou le mandataire commun en cas de groupement d'entreprise et soumis avec les notes de calculs correspondantes au visa du maître d'œuvre.

Les plans d'atelier et de chantier (P.A.C.) sont établis par l'entrepreneur général ou le mandataire commun en cas de groupement d'entreprise et sont transmis pour information au Maître d'œuvre.

Les entreprises doivent participer à la cellule de synthèse qui sera pilotée par le maître d'œuvre.

Tous les plans, notes de calculs et détails d'exécution et tous les échantillons devront être fournis sous le délai d'un mois.

4.5. Organisation hygiène et sécurité du chantier

ETAT DES LIEUX

L'entreprise aura à sa charge l'ensemble des prestations de remise en état des lieux et installations conformément à l'état des lieux préalable prévu au C.C.T.P.

Tout élément non cité dans l'état des lieux est présumé être en bon état.

4.6. Matériels, matériaux et produits

4.6.1. Fournis par le Maître d'ouvrage

Sans objet.

4.6.2. Fournis par le titulaire

PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

Les C.C.T.P. fixent la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entière initiative du titulaire.

Équivalence des normes

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché peut proposer au maître d'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres Etats membres de l'Espace économique européen, qu'il estime équivalents. Le titulaire du marché doit alors apporter au maître d'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

La norme française ou la marque de qualité française constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits, et qui permet d'apprécier les éléments de preuve d'équivalence.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence serait invoquée sans respecter le délai d'un mois avant tout début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

4.7. Organisation du chantier

Dès la notification de son marché, le titulaire émet un document attestant du pouvoir de ses représentants.

L'organisation du chantier est détaillée à l'article 5 Organisation générale du chantier de la note du CCTC :

00.8 Note Organisation chantier ind9 .pdf

CONNAISSANCE DES LIEUX ET DES CONTRAINTES DU SITE

Le titulaire est réputé avoir :

- Pris connaissance des lieux sur lesquels vont se dérouler ses travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles se rapportent aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui peut rendre plus ou moins aisée l'exécution de ses travaux,
- Collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite de son chantier (services municipaux, service des eaux, gaz, électricité, télécoms, etc.).

4.8. Contrôles et vérifications

Par contrôle, on entend les contrôles, essais, épreuves et vérifications qualitatives qui s'appliquent aussi bien aux matériaux et aux produits qu'aux ouvrages et matériels fabriqués ou mis en œuvre.

Tous les contrôles des ouvrages et/ou parties d'ouvrages définis dans le marché (CCTG et C.C.T.P. notamment) sont à la charge exclusive du titulaire, quels que soient leurs résultats.

Ces contrôles sont exécutés par un organisme notoirement compétent, que le titulaire soumet à l'agrément du maître d'œuvre. Une copie des résultats est adressée directement au maître d'œuvre par l'organisme chargé du contrôle.

Le maître d'œuvre et/ou le contrôleur technique peuvent se faire représenter lors de ces vérifications.

Les dispositions relatives à l'autocontrôle définies dans le C.C.T.P. doivent être strictement appliquées.

Le responsable de l'autocontrôle au sein du titulaire pour le chantier doit être nommé pendant la période de préparation.

Le C.C.T.P. définit le niveau de qualité des prestations et matériaux demandés, le titulaire ne pouvant les substituer que sous réserve d'un accord express du maître d'œuvre.

En plus des contrôles effectués par le maître d'œuvre, conformément au C.C.A.G., l'entreprise doit réaliser à ses frais les essais de fonctionnement de leurs installations (essais COPREC) et en communiquer les procès-verbaux au maître d'œuvre et au contrôleur technique.

En complément des contrôles usuels et normalisés, le titulaire procède aux contrôles et vérifications prévus dans son Plan d'Assurance Qualité (PAQ).

4.9. Documents à fournir après exécution /BIM et maquette numérique

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G. travaux, les plans et documents à fournir par l'entrepreneur au plus tard, à la date d'effet de la réception en 5 exemplaires au maître d'œuvre + 2 exemplaires sur support informatique sont :

- les dossiers des ouvrages exécutés (DOE)
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établis conformément aux prescriptions et recommandations des Normes Françaises en vigueur
- les plans et autres documents conformes à l'exécution, pliés au format A4 ;
- la maquette numérique BIM et DOE finale suivant les indications portées à l'annexe n°2 du C.C.A.P.

Les plans et documents à fournir par l'entrepreneur comprennent également ceux demandés par le Coordonnateur SPS du site pour le dossier d'intervention ultérieure sur les ouvrages.

Pour rappel, l'ensemble des DOE (y compris la maquette BIM) sera à la charge des entreprises, **en vue d'une exploitation par le maître d'ouvrage sous Revit 2017.**

Article 5 – RÉCEPTION DES TRAVAUX

CONDITIONS DE RÉCEPTION

Il ne sera réceptionné qu'un ouvrage répondant en tous points au C.C.T.P. et dont les quelques imperfections relevées ne nécessitent qu'une intervention légère. Cette intervention sera menée à bien,

au plus tard, et sauf exigence particulière, dans les 15 jours calendaires suivant la réception.

L'entrepreneur est tenu de mettre à disposition du maître d'œuvre et du contrôleur technique toutes les installations permettant l'examen des ouvrages non directement accessibles.

Les essais d'étanchéité à l'eau auront été menés au préalable et auront conduit à des résultats satisfaisants.

La réception des ouvrages sera prononcée par le maître d'Ouvrage conformément aux conditions des articles 41 et 42 du C.C.A.G.-Travaux.

Le procès-verbal dressé par le Maître d'œuvre fait état, le cas échéant, des réserves motivées par des omissions ou imperfections et indique les travaux correspondants à exécuter.

Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, le Maître d'Ouvrage décide si la réception est prononcée avec ou sans réserve ou si elle est refusée.

Le Maître d'Œuvre fixe la date à retenir pour l'achèvement des travaux et notifie sa décision à l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 41.6 du C.C.A.G.-Travaux, l'entrepreneur dispose d'un délai fixé à 1 mois au maximum à compter de la réception du procès-verbal pour exécuter les prestations prévues au marché et non exécutées.

La constatation de l'exécution de ces prestations donnera lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Documents à fournir par le titulaire lorsqu'il demande la réception :

Le titulaire doit fournir, au moment où il demande la réception de son ouvrage, l'ensemble des fiches d'autocontrôle et résultats d'essais montrant que l'ouvrage a satisfait aux différentes épreuves prévues au C.C.T.P.

Levées de réserves :

Le délai fixé au titulaire pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves lors de la réception est fixé par le maître d'ouvrage lorsqu'il accepte de prononcer la réception.

RÉCEPTIONS PARTIELLES

Sans objet.

Article 6 – DÉLAIS DE GARANTIE ET GARANTIES PARTICULIÈRES

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un (1) AN.

Dans le cas où la prolongation de la garantie de parfait achèvement résulterait d'une décision du Pouvoir Adjudicateur en application de l'article 44-2 du C.C.A.G. travaux, au vu des désordres non réparés durant la période de garantie de parfait achèvement initiale, une telle prolongation aura les mêmes effets que le non levée des réserves.

Des garanties complémentaires sont prévues à l'article 1.9 du C.C.T.P.

Article 7 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES DU TITULAIRE DU MARCHÉ

7.1. Assurances

Le candidat devra justifier qu'il est titulaire :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 17926 et 2270 du Code Civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Si le candidat n'a pas joint à son dossier de candidature les pièces décrites ci-dessus, il devra les produire dans le délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la demande du Pouvoir adjudicateur, sous peine de voir sa candidature écartée ; le marché ne pourrait être notifié à l'attributaire avant la réception de ces attestations.

Ces attestations devront être renouvelées si nécessaire pour couvrir toute la durée du chantier.

7.2. Attestations prévues par le code de la commande publique

Si le candidat n'a pas joint à son dossier les pièces décrites aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du Code du Travail, il doit les produire dans le délai de 5 jours ouvrés maximum à compter de la réception de la demande du Pouvoir Adjudicateur, sous peine de voir sa candidature écartée.

7.3. Obligation de confidentialité

Tous les renseignements et informations portés à la connaissance du titulaire au cours de l'exécution du marché sont considérés comme confidentiels et ne devront en aucun cas être communiqués par celui-ci à des tiers, sous peine de résiliation du marché.

7.4. Obligation du titulaire d'informer le pouvoir adjudicateur de tout changement de situation

Le titulaire, y compris s'il est étranger, informe le pouvoir adjudicateur dès qu'une procédure de redressement judiciaire est mise en œuvre à son encontre.

Le titulaire informe, dans les meilleurs délais, le pouvoir adjudicateur de toute modification affectant son statut (cession, fusion, changement de forme juridique, raison sociale, etc.) afin que le pouvoir adjudicateur prenne toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution du marché.

7.5. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu, du pouvoir adjudicateur, l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) un Acte Spécial (imprimé DC4) concernant les renseignements suivants :

- nature et montant des prestations sous-traitées,
- nom, raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,

- conditions de paiement et modalités de règlement du sous-traitant,
- références du compte à créditer.

Le titulaire produit à l'appui de sa demande :

- l'exemplaire unique de son marché
- la déclaration du candidat au nom du sous-traitant (imprimé DC2)
- les attestations de régularité fiscale et sociale
- une déclaration certifiant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire adresse une copie de ces documents au maître d'œuvre qui donnera son avis au maître d'ouvrage dans le délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception des documents.

Les DC4 ou DC2 sont disponibles à l'adresse suivante :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>

Une copie des documents devra être communiquée par le titulaire au sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnités.

7.6. Autres obligations administratives

Sans objet.

Article 8 – RÉSILIATION

Les cas de résiliation sont régis par le C.C.A.G. travaux.
 Les modalités sont les suivantes :

8.1. Résiliation aux frais et risques du titulaire

Les coûts supplémentaires résultant de la passation d'un autre marché sont prélevés sur les sommes restant dues à l'entrepreneur défaillant.

Ces coûts sont réputés comprendre les frais de lancement de la nouvelle consultation (notamment les frais de publication), le surcoût résultant de la passation du marché de travaux de substitution déterminé par la différence entre le montant notifié du nouveau marché et le montant des travaux restant à réaliser tels qu'arrêté dans le décompte de résiliation, les incidences financières à la charge du maître de l'ouvrage induites sur les marchés des autres intervenants participant à l'opération (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, coordonnateur SPS et SSI) telles qu'elles seront chiffrées dans les avenants au marché concerné ainsi que des frais administratifs divers.

Le cas échéant, un titre de recette sera émis si les surcoûts ne peuvent entièrement être prélevés sur les sommes restant à régler au titulaire.

Les moins-values éventuelles des dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

8.2. Autres cas de résiliation aux torts du titulaire

En cas d'inexactitude des renseignements ou d'absence totale ou partielle des documents concernant le travail dissimulé et après une mise en demeure restée sans effet la résiliation simple du présent marché

est prononcée. Le titulaire doit veiller au respect scrupuleux des dispositions de la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations. Toute condamnation du titulaire en sa qualité de personne morale ou de personne physique peut entraîner la résiliation du présent marché après mise en demeure restée infructueuse dans le délai d'un mois. Dans ce cas aucune indemnité ne sera versée.

8.3. Autres cas de résiliation

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation à l'article 50.4 du C.C.A.G. travaux, son montant est déterminé par accord entre les parties, dans le délai de 6 mois suivant la date de la résiliation du marché, sur justificatifs fournis par le titulaire, dans la limite de 3% du montant restant à exécuter.

Si aucun accord n'est intervenu entre les parties à l'expiration de ce délai, le montant de l'indemnité est déterminé par la personne publique et notifié dans un délai de trois mois.

Si le pouvoir adjudicateur n'a pas notifié sa décision fixant le montant de l'indemnité due, ou si un accord n'est pas intervenu à l'expiration de ce délai de trois mois, des intérêts moratoires commencent à courir et sont acquis de plein droit au titulaire du présent marché.

Ces intérêts, calculés sur la base de l'indemnité de résiliation restant à fixer, courent jusqu'à notification de la décision du pouvoir adjudicateur fixant le montant de l'indemnité de résiliation ou jusqu'à la conclusion d'un accord finalement intervenu entre les parties.

Article 9 – RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif d'Amiens - 14, rue Lemerchier - 80000 AMIENS – courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Article 10 – DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-TRAVAUX

L'article 1.4 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. travaux.

Les articles 2.1.2 et 2.2.3 dérogent aux articles 12.4.2 et 12.4.4 du C.C.A.G. travaux.

L'article 3.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G. travaux.

L'article 3.2.3 déroge à l'article 18.2.3 du C.C.A.G. travaux.

L'article 3.3 déroge à l'article 19.2.1 du C.C.A.G. travaux.

L'article 3.3.1, 3.3.2 et 4.3.4 dérogent à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. travaux.

L'article 4.3 déroge à l'article 27.3.2 du C.C.A.G. travaux.

L'article 4.9 déroge à l'article 40 du C.C.A.G. travaux.

L'article 5 déroge à l'article 41.6 du C.C.A.G. travaux.

L'article 8.3 déroge à l'article 50.4 du C.C.A.G. travaux.